



## **- APPEL du COMITE D'OCCUPATION de STRASBOURG -**

Parce qu'une « journée d'action syndicale », ça ne suffit pas. Parce que ça n'a jamais suffi. Parce que seul un mouvement social dans la durée pourra faire plier le diktat patronal. Parce que nous faisons confiance à notre capacité à nous organiser dans la solidarité. Parce que nous refusons de sauver les meubles et que nous voulons vaincre. Parce que cette loi Macron n'est que le nouveau coup d'envoi d'une nouvelle série de casse sociale. Parce que nous ne voulons pas nous soumettre, parce que nous refusons de tomber dans le piège de l'isolement et de la résignation.

Pour tout cela et plus encore,

Nous, lycéen-ne-s, étudiant-e-s, travailleur-euse-s, chômeur-euse-s, et précaires de Strasbourg avons décidé à l'Assemblée Générale interpro du jeudi 9 avril d'occuper jour et nuit le Patio de l'Université de Strasbourg afin d'impulser un mouvement social et de reprendre l'offensive. Toute l'après-midi durant jusqu'au soir, l'occupation autogestionnaire a fait preuve d'efficacité et d'enthousiasme. La riposte ne s'est pas fait attendre. La direction a d'abord joué la carte du mépris, refusant de nous parler et réquisitionnant le personnel comme intermédiaire. Face à notre détermination à demeurer sur place et ne céder à aucune invective de la présidence, nous avons posé nos conditions : non, nous n'avons pas de chef, venez en personne assumer de parler en votre nom et face à la force collective en action. Des vigiles d'une société privée extérieure ont suivi, envoyés par la Présidence. Résistant aux ordres des vigiles dictés par la présidence, nous avons maintenu notre ligne : occupation sans compromis, venez ou taisez-vous. Finalement, ils sont venus. Menaces, intimidations, embrouilles, blabla, nous n'avons toujours pas cédé. Vient alors l'épreuve du chantage : on vous « autorise » à rester à condition de vous laisser enfermer, sans accès à l'eau,

sans accès aux toilettes, sans lumières, portes verrouillées ; ou bien la police. La séquestration au nom de la sécurité, voilà le propos de la direction. Nous avons riposté collectivement en refusant de jouer la carte du chantage : c'est à nous de poser nos conditions, nous gardons le contrôle de notre occupation, le lieu doit rester ouvert. Et ce n'est pas négociable. Comme cela a déjà été le cas lors des occupations de 2006 à 2010. Acculée, la présidence de l'université a alors joué sa dernière carte : vous enfoncez les lois d'exception du plan Vigipirate, au nom des mesures antiterroristes nous sommes en contact avec le Recteur et le Préfet qui « doivent » imposer l'évacuation des lieux. Ultime prétexte d'une direction aux abois, dernier prétexte de la préfecture, qui ne veulent surtout pas d'un mouvement de la jeunesse contre l'austérité et la casse sociale. Voilà le sens de Vigipirate : criminaliser les mouvements sociaux, empêcher toute résistance populaire, lois répressives « d'exception » à employer à tout moment pour soutenir l'offensive patronale et imposer la casse du Droit du Travail. Ce sont eux les terroristes : terrorisme psychologique, administratif, policier, social, politique. Terrorisme de classe des puissants qui nous écrasent et nous méprisent.

Peu de temps après, vers 21h30, plusieurs cars de police ont cerné le campus, appuyés par nombre de policiers en civil et plusieurs dizaines de BACeux. Un gradé de la police, accompagné d'un RG et d'un autre flic de la BAC, est venu à l'intérieur de l'université nous poser un ultimatum : vous évacuez « de vous-mêmes », ou le carnage. Le rapport de force n'étant plus en notre faveur et pour protéger plusieurs des nôtres en situation dite « irrégulière », nous avons décidé de quitter les lieux sans résistance physique à la condition qu'il n'y ait ni contrôle d'identité, ni arrestation.

Que la présidence jubile, nous n'en resterons pas là.

Pitoyable direction apeurée forcée d'utiliser le prétexte Vigipirate pour évacuer ceux et celles qui veulent faire de l'université un lieu d'organisation et de solidarité pour résister à la casse systématique du Droit du Travail. La terreur ne nous fera pas taire.

**NOUS APPELONS TOUS LES LYCEEN-E-S, ETUDIANT-E-S, TRAVAILLEUR-SE-S, CHOMEUR-EUSE-S, ET PRECAIRES A OCCUPER LIEUX DE TRAVAIL, LYCEES ET UNIVERSITES DANS LA SEMAINE DU 13 AU 20 AVRIL 2015 POUR LE RETRAIT DE LA LOI MACRON.**

CONTRE LE TERRORISME DU PATRONAT QUI EMPLOIE TOUS LES MOYENS POUR FAIRE TAIRE LE MOUVEMENT SOCIAL, SEULE LA SOLIDARITE, PARTOUT, ICI ET MAINTENANT CHANGERA LE RAPPORT DE FORCE. QUE LA PEUR CHANGE DE CAMP.

-Le Comité d'Occupation de Strasbourg.